

BACCALAURÉAT GÉNÉRAL

Session 2019

HISTOIRE – GÉOGRAPHIE

Série : S

Durée de l'épreuve : 3 heures

Coefficient : 3

Les calculatrices ne sont pas autorisées.

Ce sujet comporte 4 pages numérotées de 1/4 à 4/4.

PREMIÈRE PARTIE

Composition de géographie

Le candidat traite l'un des deux sujets suivants :

Sujet 1

- En vous appuyant sur le cas du produit mondialisé étudié durant l'année, présentez les acteurs et les flux de la mondialisation

Sujet 2

- Japon – Chine : concurrences régionales, ambitions mondiales

DEUXIÈME PARTIE

Analyse de document en Histoire

Gouverner la France depuis 1946

Consigne : en vous appuyant sur le document, montrez quelles sont les permanences et les mutations du rôle de l'État dans les domaines économique et social en France depuis 1946.

Discours de Jacques Chirac, Président de la République : présentation des vœux aux « Forces Vives de la Nation* » à Paris le 8 janvier 1998.

[...] Nous devons réfléchir à la place et au fonctionnement de l'État dans notre pays. De tous les pays occidentaux, nos concurrents, dans un monde de plus en plus ouvert, nous sommes celui où les créations d'emplois dans le secteur privé ont été les moins nombreuses au cours des vingt dernières années, et où l'emploi public a le plus progressé. L'Allemagne et l'Angleterre ont environ 15 % des personnes actives dans les administrations publiques, nous en avons 25 %. Un jour ou l'autre vient l'épreuve de vérité : comment financer, à un niveau si élevé, le fonctionnement de l'État et des collectivités publiques sans freiner le développement de l'activité et de l'emploi par des prélèvements excessifs ? Cette question n'est ni de gauche ni de droite, elle est d'intérêt national. Notre pays ne peut pas l'éluider.

Certes, à la différence de l'emploi public, l'emploi privé ne se décrète pas. Pour qu'il puisse se développer, il faut mettre l'État durablement à l'écoute de l'économie, des travailleurs et des entreprises. Assurer un environnement stable et favorable à la création d'activités ; diminuer les charges pesant sur les salaires ; réduire les formalités ; encourager, par les souplesses nécessaires, les formes modernes d'organisation du travail. Tout cela demande beaucoup de volonté, de ténacité, de constance.

[...] Ce qui fait la force d'un grand pays moderne, c'est sa capacité à trouver des solutions qui recueillent l'assentiment le plus large du corps social. D'autres pays, proches de nous, de la même nature que le nôtre, y parviennent mieux que nous, par la négociation collective. L'État, comme les partenaires sociaux, chez nous, devraient davantage s'inspirer de leur exemple.

La France ne doit pas perdre de temps. L'année 1998 est celle de nouvelles chances à saisir, avec l'entrée de notre pays parmi les premières puissances de l'Euro. Nos politiques doivent préparer l'avenir et s'inscrire dans le moyen terme. Il faut une ambition économique et sociale fédératrice pour les Forces Vives de notre pays. Cette ambition doit être celle de la Nation tout entière.

Nous devons d'abord, je le répète, libérer les énergies créatrices pour pouvoir développer l'activité. Nous y parviendrons si les lignes directrices pour l'emploi arrêtées au Sommet extraordinaire de Luxembourg ne restent pas lettre-morte. S'il y a aujourd'hui un modèle pour la France, ce modèle ne peut être différent du nouveau modèle européen qu'elle a elle-même contribué à définir.

.../...

[...] La Sécurité Sociale, elle aussi, joue un grand rôle dans le maintien de notre cohésion sociale. Il faut donc à tout prix la préserver. C'est pourquoi il est si nécessaire, de mon point de vue, que la réforme engagée voici deux ans, avec d'ailleurs le soutien de beaucoup d'entre vous, soit poursuivie, activement, en étroite association avec les professions de santé, et avec le double souci de la qualité des soins et de l'accès de tous à la santé. Rien n'est définitivement acquis et nous devons rester très vigilants. [...]

*Cette expression désigne une partie des citoyens contribuant à améliorer la société par la vigueur de leurs engagements (dans différents secteurs : environnemental, social, sports et éducation, recherche...)

<http://discours.vie-publique.fr/notices/987000006.html>